

Coronavirus Disease 2020

Covid-19

Covid-19 et éducation : La réponse des syndicats de l'éducation

Rapport d'enquête

Avril 2020



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



Table des matières

Résumé analytique	1
Introduction	3
I. Mesures gouvernementales pour atténuer l'impact des fermetures d'écoles	6
II. L'impact sur les conditions d'emploi	12
III. Réponses des syndicats de l'éducation	18
IV. Comment l'IE peut-elle soutenir ses organisations membres ?	22
Conclusion	24
Annexe I: Questionnaire de l'enquête	28
Annexe II: Survey Respondents	31



Résumé analytique

Alors qu'il faudra de nombreuses années pour évaluer toutes les conséquences de la crise sanitaire provoquée par le nouveau coronavirus (Covid 19), l'effet immédiat sur les élèves et les éducateur·trice·s est important et nécessite une réponse collective et dûment informée.

En mars de cette année, alors que, partout dans le monde, de nombreux gouvernements ont rapidement pris des mesures pour faire face à l'impact de la crise sanitaire actuelle sur le secteur de l'éducation, l'Internationale de l'Éducation⁰¹ (IE) a mené une enquête auprès de ses organisations membres dans les cinq régions afin de prendre connaissance des différentes stratégies et approches suivies par les gouvernements et des mesures prises par ses organisations pour soutenir leurs membres et tou·te·s les travailleur·euse·s de l'éducation en ces temps de crise. Bien que les défis soient multiples, divers et complexes dans les nombreux pays, certaines tendances et difficultés communes émergent, même si elles diffèrent par leur degré de gravité.

La crise sanitaire du Covid 19 a soulevé plusieurs questions urgentes auxquelles les syndicats de l'éducation sont amenés à trouver des réponses : comment les droits peuvent-ils être protégés et exercés pendant un confinement ? Comment les gouvernements répondent-ils aux défis d'assurer la sécurité des élèves et des travailleur·euse·s de l'éducation dans des pays où les écoles sont restées partiellement ouvertes ? Comment l'enseignement et l'apprentissage peuvent-ils être organisés pendant ces fermetures complètes ou partielles d'écoles ? Quelles sont les conséquences sur les conditions d'emploi des travailleur·euse·s de l'éducation ? Comment les méthodes habituelles de dialogue social fonctionnent-elles dans cette période de crise ? Dans quelle mesure les syndicats de l'éducation peuvent-ils continuer à prendre l'initiative pour parvenir à des systèmes éducatifs meilleurs et plus équitables pour tous les élèves ?

La fermeture des écoles a été si rapide et l'étendue des fermetures tellement inédite qu'aucun système éducatif n'a été en mesure de prendre le temps pour s'y préparer. Si la plupart des organisations membres ont indiqué que les élèves suivaient des cours en ligne dans les pays respectifs, très peu ont pu affirmer que les gouvernements ont apporté un soutien adéquat et suffisant aux enseignant·e·s durant la transition entre l'apprentissage en présentiel et l'apprentissage numérique et à distance.

01 L'Internationale de l'Éducation est une fédération syndicale mondiale représentant des organisations d'enseignant·e·s et d'autres employé·e·s de l'éducation. Il s'agit de la fédération sectorielle mondiale la plus grande et la plus représentative, avec plus de 32,5 millions de membres syndiqués dans 384 organisations, réparties dans 178 pays et territoires.



Les organisations membres ont également souligné les inégalités dans les systèmes éducatifs qui se sont creusées du fait de l'urgence sanitaire. Les élèves vulnérables, tels que les élèves handicapés, les élèves issus de ménages à faible revenu et les élèves des zones rurales ont tous rencontré des difficultés considérables en raison du passage à un apprentissage en ligne et à distance.

Les syndicats de l'éducation se sont efforcés d'agir rapidement en activant les mécanismes de dialogue social afin de préserver des conditions de travail décentes pour tous les travailleur·euse·s de l'éducation, et en particulier les plus vulnérables d'entre eux·elles, notamment ceux·celles qui travaillent dans des établissements d'enseignement privés, les éducateur·trice·s de la petite enfance, les personnels de soutien à l'éducation et les personnels enseignants sous contrat précaire.

Dans toutes les régions, à mesure que l'enseignement est passé à des plateformes en ligne, la réponse syndicale la plus répandue a été d'offrir une formation et un soutien aux membres et aux élèves et de partager des informations.

L'Internationale de l'Éducation a élaboré des [Principes directeurs sur la pandémie de Covid 19](#) et le Bureau exécutif de l'IE a adopté une résolution sur [la réponse de l'IE à la pandémie de Covid-19](#). Un [pôle numérique](#) a également été créé sur le site internet de l'IE et contient des nouvelles, des mises à jour et des informations sur les mesures prises par les organisations membres de l'IE en réponse à la crise sanitaire.

De tous temps, mais particulièrement dans le climat actuel d'incertitude, la solidarité – entre les travailleur·euse·s de l'éducation, leurs élèves et au sein de leurs communautés respectives – a été le ciment du mouvement syndical de l'éducation.

Le présent rapport montre que les organisations membres de l'IE dans le monde restent déterminées à promouvoir le droit à une éducation de qualité pour toutes et tous, les droits de leurs membres et la santé et le bien-être des sociétés où qu'elles soient.

Introduction

Contexte : Fermeture des écoles partout dans le monde

L'urgence sanitaire imposée par le Covid 19 a entraîné la fermeture des écoles dans presque tous les pays du monde⁰². Plus de 90 % des apprenant·e·s inscrit·e·s dans le monde ont été enjoint·e·s de se tenir à l'écart des écoles et autres lieux d'enseignement. Les gouvernements, les enseignant·e·s, les syndicats de l'éducation et les communautés ont adopté des mesures pour que l'éducation puisse se poursuivre, tandis que tant les éducateur·trice·s que les élèves étaient contraints de rester chez eux.

Le présent rapport donne une vue d'ensemble de la manière dont les syndicats de l'éducation ont analysé : a) les réponses gouvernementales mises en œuvre au sein des systèmes éducatifs pour faire face à la crise du Covid 19 ; b) l'effet que les fermetures d'écoles ont eu sur les conditions d'emploi des éducateur·trice·s ; et c) les mesures prises par les syndicats de l'éducation pour soutenir leurs membres et les travailleur·euse·s de l'éducation. Dans ses conclusions, le rapport insiste également sur les différentes formes de soutien que les organisations membres de l'IE ont recherché auprès de l'IE en ces temps de changements rapides et d'incertitude.

Méthodologie

Le rapport est basé sur une enquête mondiale⁰³ menée auprès des organisations membres de l'IE entre le 20 mars et le 9 avril 2020. Les résultats présentés ici reposent sur 93 réponses valables⁰⁴ qui ont été extraites des données collectées jusqu'au 9 avril. Des organisations membres de 67 pays ont répondu à l'enquête.

Toutes les informations analysées dans le rapport proviennent des réponses à l'enquête de l'IE et elles n'ont pas été corroborées par d'autres sources.

02 Au moment de rédiger ce rapport, on recensait des fermetures d'écoles dans 189 pays (tracer les fermetures d'écoles sur la page web de l'UNESCO «COVID 19 : fermeture des établissements scolaires et réponses mises en œuvre» : <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse>)

03 Le questionnaire de l'enquête figure à l'annexe I. L'annexe II dresse la liste de toutes les organisations membres de l'IE qui ont répondu à l'enquête. Les ressources partagées en réponse aux questions 11, 14 et 15 peuvent être consultées sur le site web de l'IE à l'adresse : www.ei-ie.org.

04 Neuf réponses n'étaient pas valables. Trois provenaient d'organisations non membres de l'IE et six étaient des doublons.

Les résultats de l'enquête sont présentés d'un point de vue général, qui masque des tendances et des différences régionales parfois marquées. À titre d'exemple, 44,4 % seulement des réponses de la région Afrique ont signalé que les élèves suivaient des cours en ligne, contre 85,7 % en Europe.

Le rapport contient des exemples de la façon dont les syndicats de l'éducation et les gouvernements ont fait face à la crise sanitaire actuelle résultant du Covid 19 au cours de la seconde quinzaine de mars et au début du mois d'avril 2020. Cependant, la situation évolue constamment et les réponses politiques peuvent avoir changé de manière significative depuis que l'enquête a été complétée

Réponses régionales

Des organisations membres de l'IE de pays situés aux quatre coins du monde ont participé à l'enquête ; les taux de réponse des différentes régions⁰⁵ se présentent comme suit.

Graphique 1. Taux de réponse par région

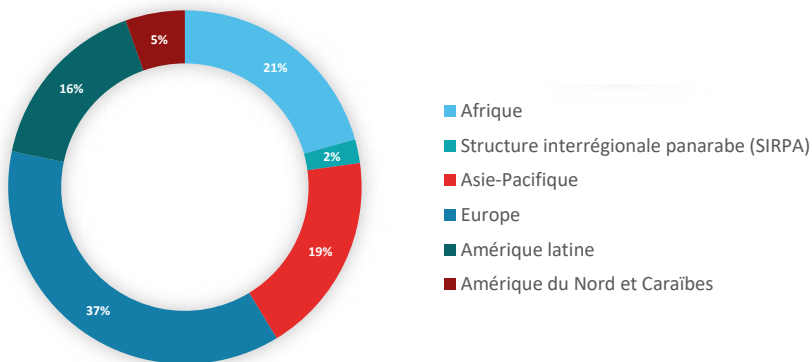


Tableau 1. Taux de réponse par région

Choix de réponses	Réponses	
Afrique	19.4%	18
Structure interrégionale panarabe (SIRPA)	1.1%	1
Asie-Pacifique	21.5%	20
Europe	37.6%	35
Amérique latine	15.1%	14
Amérique du Nord et Caraïbes	5.4%	5
Total		93

05 Pour en savoir plus sur les structures régionales de l'IE, voir : https://www.ei-ie.org/en/detail_page/4394/regions. La structure interrégionale des pays arabes de l'IE (SIPA) a été instituée par le Bureau exécutif de l'IE en 2011.

Réponses sectorielles

Comme l'illustre le graphique suivant, l'enquête a été complétée par des organisations membres de tous les secteurs représentés par les organisations membres de l'IE, ainsi que par des organisations membres représentant les personnels de soutien à l'éducation (PSE).

Graphique 2. Réponses sectorielles (certaines organisations représentent plusieurs secteurs)

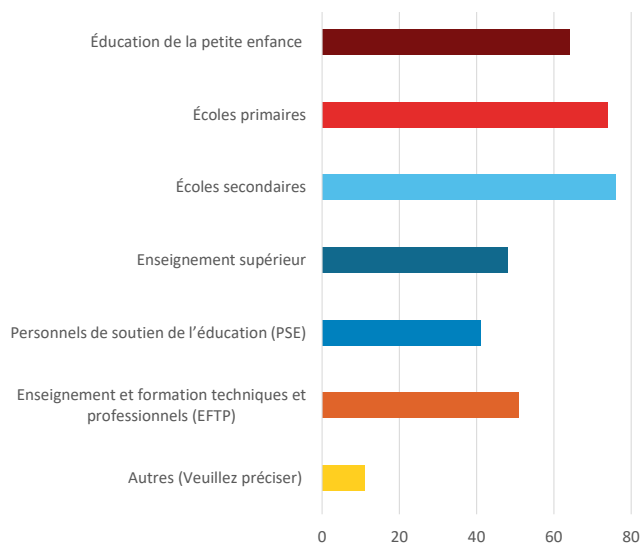


Tableau 2. éponses sectorielles

Choix de réponses	Réponses	
Éducation de la petite enfance	68.8%	64
Écoles primaires	81.7%	76
Écoles secondaires	80.6%	75
Enseignement supérieur	52.7%	49
Personnels de soutien de l'éducation (PSE)	44.1%	41
Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)	53.8%	50
Autres (Veuillez préciser)	9.7%	9
Total des réponses		93

I. Mesures gouvernementales pour atténuer l'impact des fermetures d'écoles

Les organisations membres de l'IE ont été interrogées sur les mesures concrètes prises par leur gouvernement pour réduire l'impact de la crise du Covid 19 sur le système éducatif. **Le graphique 3 montre que plus de deux tiers (71,0 %) des réponses indiquent que les élèves suivaient des cours en ligne, mais moins d'un tiers (29 %) que les enseignant-e-s avaient eu accès à des ressources appropriées pour donner cours en ligne.**

Graphique 3. Mesures concrètes prises par les gouvernements pour atténuer l'impact des fermetures d'écoles sur l'éducation des élèves

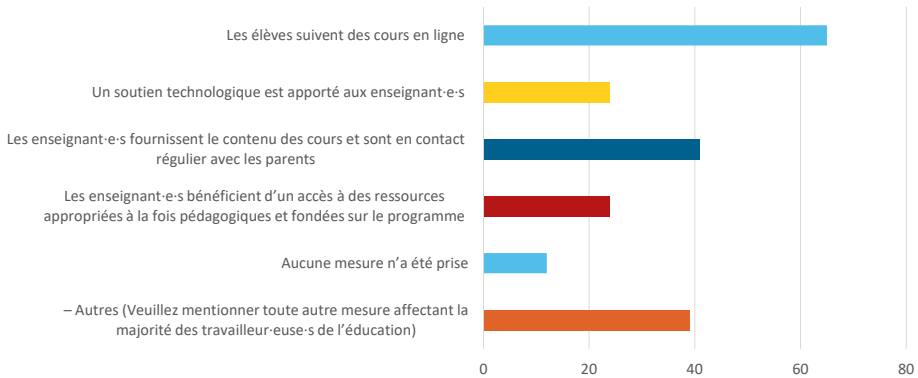


Tableau 3. Mesures concrètes prises par les gouvernements

Choix de réponses	Réponses	
Les élèves suivent des cours en ligne	71%	66
Un soutien technologique est apporté aux enseignant-e-s	29%	27
Les enseignant-e-s fournissent le contenu des cours et sont en contact régulier avec les parents	47.3%	44
Les enseignant-e-s bénéficient d'un accès à des ressources appropriées à la fois pédagogiques et fondées sur le programme	26.9%	25

Choix de réponses	Réponses	
Aucune mesure n'a été prise	11.8%	11
- Autres (Veuillez mentionner toute autre mesure affectant la majorité des travailleur-euse-s de l'éducation)	39.8%	37
Total des réponses		93

Transition vers un enseignement en ligne

Soixante et onze pour cent (71,0 %) des réponses indiquent que les élèves suivaient des cours par l'intermédiaire de plateformes en ligne. Toutefois, certaines organisations membres ont déclaré que lorsque les écoles ont fermé, il n'existait pas de système d'apprentissage en ligne et peu de contenu pour l'apprentissage à distance, ce qui a fait de la transition vers ce mode d'enseignement un véritable défi. Le caractère soudain de la transition a également soulevé des questions en matière de protection des données et de respect de la vie privée, comme l'a souligné Lärarförbundet (Suède).

Télévision, radio et WhatsApp

Quelques organisations membres ont déclaré que leur gouvernement diffusaient des programmes éducatifs à la radio (CTERA⁰⁶, Argentine; NTA⁰⁷, Népal; FTU⁰⁸, Fidji; et SADTU⁰⁹, Afrique du Sud) tandis que de nombreuses réponses ont mentionné l'introduction de chaînes de télévision éducatives ou de programmes éducatifs sur les chaînes de télévision publiques. L'ESFTUG¹⁰ (Géorgie) a expliqué que les cours du programme scolaire national ont commencé à être diffusés à la télévision publique lorsqu'il est apparu qu'il y avait des « problèmes avec l'internet ».

Selon le CMOS PM¹¹, en République tchèque, l'éducation télévisée a connu un beau succès :

La télévision d'État tchèque [...] a transformé l'une de ses chaînes en chaîne d'apprentissage pour les enfants du primaire et du cycle inférieur du secondaire. Chaque jour, un programme est diffusé pour chaque année spécifique et comprend : 1) des cours réels en ligne dans le studio de télévision (donnés par des enseignant-e-s, c'est-à-dire des professionnel-le-s) ; 2) des

06 Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina

07 Nepal National Teachers' Association

08 Fiji Teachers Union

09 South Africa Democratic Teachers' Union

10 Educators and Scientists Free Trade Union of Georgia

11 Českomoravský Odborový Svaz Pracovníků Školství



commentaires de l'enseignant·e ; 3) une série d'exercices ; 4) une aide en ligne pour les parents. On peut dire que ce type de soutien vise essentiellement les enfants et les parents, mais les enseignant·e-s peuvent faire référence à cette ressource et s'appuyer sur la qualité du programme. Les émissions suivent le programme scolaire et les cours télévisés sont de grande qualité. En d'autres termes, le public ciblé – les enfants du primaire et du secondaire inférieur ne doivent pas [uniquement] étudier en autonomie.

Les syndicats d'autres pays ont toutefois fait état de leurs préoccupations concernant l'offre limitée de programmes éducatifs et l'efficacité d'un enseignement télévisé.

Près de la moitié (47,3 %) des réponses ont signalé que les enseignant·e-s dispensent du contenu et sont en contact régulier avec les parents. WhatsApp a été cité comme mode de communication utilisé entre les enseignant·e-s et les élèves (ou entre les enseignant·e-s et les parents) en Argentine, à Chypre, au Honduras, en Jamaïque et au Kurdistan.

Accès aux ressources pour les enseignant·e-s

Seuls 26,9 % des syndicats répondants ont déclaré qu'ils bénéficiaient d'un soutien pour accéder à des ressources appropriées en vue de passer à un enseignement en ligne et/ou à distance. **La majorité des organisations membres a donc estimé que le soutien gouvernemental aux enseignant·e-s durant la transition de l'enseignement et de l'apprentissage en présentiel vers l'enseignement en ligne et distanciel était insuffisant.** Le ČMOS PŠ¹² (République tchèque), par exemple, a expliqué que le ministère de l'Éducation avait fourni quelques ressources en ligne, mais qu'aucun soutien ou ressource pédagogique pertinent n'avait été fourni pour soutenir les enseignant·e-s.

Du fait de cette absence perçue de soutien gouvernemental, dans certains pays, les enseignant·e-s se soutiennent mutuellement en partageant méthodes et expériences (comme l'ont rapporté l'ANDE¹³, Costa Rica et l'UEN¹⁴, Norvège). Les syndicats commencent également à intervenir pour combler les lacunes (la section III du rapport met en évidence quelques initiatives syndicales visant à apporter un soutien professionnel aux enseignant·e-s).

12 Czech and Moravian Trade Union of Workers in Education (ČMOS PŠ)

13 Asociación Nacional de Educadores

14 Union of Education Norway

Préoccupations concernant l'équité

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à l'heure actuelle, *près de la moitié de l'ensemble des apprenant-e-s tenu-e-s à l'écart des salles de classe par la pandémie de Covid 19 (soit quelque 826 millions d'élèves) n'ont pas accès à un ordinateur à domicile. Quarante-trois pour cent (43 %, soit 706 millions d'élèves) n'ont pas internet à la maison.* ([source: UNESCO](#)).

Ces disparités se reflétaient dans les réponses des organisations membres de l'IE. Certains syndicats ont insisté sur leurs préoccupations concernant l'équité dans le domaine de l'apprentissage à distance. Selon la FECCOO¹⁵ (Espagne):

L'apprentissage en ligne a révélé les profondes divisions sociales dans le pays, en mettant en évidence le rôle crucial que jouent les écoles dans l'aplanissement des différences socioéconomiques entre les élèves.

L'accès à la technologie et la connectivité dans les zones rurales constituent une préoccupation particulière dans certains pays à faible revenu. L'ANDES¹⁶ (El Salvador) a déclaré que des élèves n'ont ni accès à l'internet ni à des smartphones. Le SADTU (Afrique du Sud) a indiqué que l'accès à la technologie n'était pas non plus équitable pour les enseignant-e-s : « *certain-e-s enseignant-e-s, dans certaines régions sont soutenus par la technologie* ».

TOPPS¹⁷ (Philippines) a expliqué que le fait que les élèves et leurs parents ont protesté contre l'absence d'accès équitable à l'internet a induit un changement dans la politique du gouvernement :

Au départ, les responsables de l'éducation ont conseillé l'utilisation d'outils en ligne pour enseigner et donner des devoirs aux élèves. Cependant, les élèves et les parents ont formulé des plaintes contre l'enseignement en ligne, parce qu'ils considéraient que la majorité des élèves de l'enseignement public du primaire, du secondaire et du supérieur n'ont pas les moyens de suivre des cours en ligne, car ils n'ont pas accès à la technologie. La Commission de l'enseignement supérieur a donc envoyé une note de service pour que l'on arrête de donner des devoirs en ligne aux élèves.

De même, la CSC Enseignement¹⁸, (Belgique) a déclaré qu'en raison de ses préoccupations concernant l'équité, elle avait conseillé que l'enseignement à

15 Federación de Enseñanza CC.OO

16 Asociación Nacional de Educadores Salvadoreños

17 Teachers' Organisation of the Philippine Public Sector

18 Confédération des Syndicats Chrétiens de l'Enseignement



distance ne comprenne pas de nouvelle matière et que les élèves devraient avoir le choix de faire des devoirs à la maison, mais n'y étaient pas contraints.

Parmi les autres préoccupations concernant l'équité qui ont été mises en avant par l'enquête figurent notamment les difficultés rencontrées par les élèves handicapés, qui sont normalement aidés par des spécialistes de l'éducation inclusive sur place, mais ne peuvent pas bénéficier de cette aide avec l'apprentissage à distance ; le soutien inéquitable que les élèves issus de différents milieux socio-économiques reçoivent à domicile (SNTE, Mexique) ; et l'impact catastrophique sur les élèves qui ont généralement droit à des repas scolaires, mais n'y ont pas accès pendant la fermeture des écoles.

Le NAPTOSA¹⁹ (Afrique du Sud) a relevé qu'il était important de prendre note du fait que :

Soixante-dix pour cent (70 %) de nos élèves comptent sur les écoles pour au moins un repas et la situation est catastrophique, étant donné qu'un grand nombre d'élèves sont issus de communautés pauvres. Le confinement a empêché la fourniture de repas par les écoles.

L'ESFTUG (Géorgie) a décrit une initiative du gouvernement à Tbilissi visant à fournir des repas aux enfants des écoles maternelles provenant de milieux défavorisés, qui dépendent normalement des repas scolaires, et a indiqué que le syndicat envisageait de soutenir cette initiative, si nécessaire.

Aucune mesure prise

Parmi les réponses, 11,8 % ont indiqué qu'*aucune mesure concrète* n'avait été prise par leur gouvernement pour atténuer l'impact des fermetures d'écoles sur l'apprentissage des élèves. Cela peut paraître assez choquant à première vue ; toutefois, les réponses peuvent inclure des syndicats de pays dans lesquels les écoles n'étaient pas (encore) fermées ou dans lesquels les établissements d'enseignement avaient récemment fermé leurs portes et où les gouvernements n'avaient pas encore mis en place un plan d'apprentissage à distance. Dans certains cas, les gouvernements ont été lents à réagir. La CNTE²⁰ (Brésil) a observé qu'alors que les réponses variaient selon les provinces, la plupart d'entre elles ne disposaient toujours pas de structures d'enseignement à distance.

19 National Professional Teachers' Organisation of South Africa

20 Confederação Nacional dos Trabalhadores em Educação

Approches décentralisées

Quelques syndicats ont observé que les réponses gouvernementales étaient décentralisées. Ainsi, la CNTE (Brésil) a déclaré que les mesures variaient d'une province à l'autre. La NEA²¹ (États-Unis d'Amérique) a signalé qu'alors que les établissements d'enseignement supérieur passaient tous à l'enseignement en ligne, les réponses au niveau du primaire et du secondaire variaient « non seulement d'un État à l'autre [mais] d'un district scolaire à l'autre à l'intérieur des États » (il en existe plus de 15 000). Lärarförbundet (Suède) a déclaré que bien que le gouvernement ait formulé des recommandations, les décisions concernant l'apprentissage à distance étaient prises au niveau municipal ou de l'établissement (dans le cas des écoles privées financées par des fonds publics). De même, la JTA²² (Jamaïque) souligne que les modalités de l'apprentissage en ligne étaient décidées au niveau de l'établissement et pas du gouvernement.

21 National Education Association

22 Jamaica Teachers' Association

II. L'impact sur les conditions d'emploi

Le graphique ci-dessous illustre les conditions d'emploi des travailleur·euse·s de l'éducation qui ont été affectées par les mesures introduites pour répondre à la crise sanitaire du Covid 19, selon les réponses.

Près de la moitié des réponses ont signalé que les conditions d'emploi des enseignant·e·s à temps partiel sous contrat temporaire avaient été affectées, tandis que 28 % ont déclaré la même chose pour les enseignant·e·s à temps plein ayant un contrat temporaire. Seize pour cent (16 %) ont indiqué que les enseignant·e·s à temps partiel ayant un contrat permanent avaient été affecté·e·s, mais seulement huit pour cent (8 %) ont déclaré la même chose pour les enseignant·e·s à temps plein ayant un contrat permanent. Trente-deux pour cent (32 %) ont précisé que les conditions d'emploi des personnels de soutien de l'éducation avaient été affectées.

Graphique 4. Groupes de travailleur·euse·s dont la rémunération et/ou la situation d'emploi a été affectée par la fermeture des écoles

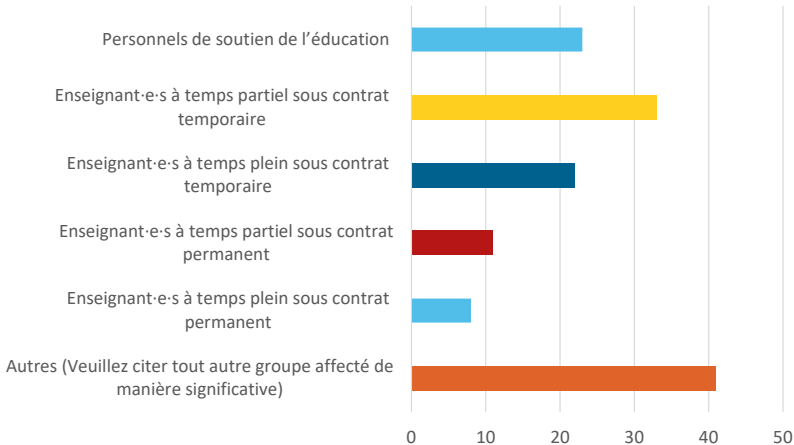


Tableau 4. Groupes de travailleur·euse·s dont la rémunération et/ ou la situation d'emploi a été affectée par la fermeture des écoles

Choix de réponses	Réponses	
Personnels de soutien de l'éducation	32%	24
Enseignant·e·s à temps partiel sous contrat temporaire	48%	36
Enseignant·e·s à temps plein sous contrat temporaire	28%	21
Enseignant·e·s à temps partiel sous contrat permanent	16%	12
Enseignant·e·s à temps plein sous contrat permanent	8%	6
Autres (Veuillez citer tout autre groupe affecté de manière significative)	57.3%	43
Total des réponses		93

Près des deux tiers des syndicats ont rapporté que les conditions de travail des groupes suivants de travailleur·euse·s de l'éducation ont été affectés de façon significative par les réponses gouvernementales à la crise sanitaire du Covid 19 (par ordre numérique des plus fréquemment au moins fréquemment cités par les réponses) :

1. Travailleur·euse·s de l'éducation employé·e·s dans des établissements privés ;
2. Personnel de l'enseignement supérieur et chercheur·euse·s ;
3. Enseignant·e·s remplaçant·e·s ;
4. Personnel d'éducation de la petite enfance (EPE) et
5. Enseignant·e·s immigré·e·s (mention par un seul répondant, le NTTU²³, Thaïlande).

Les sections suivantes donnent un aperçu des manières dont différents groupes ou les conditions d'emploi des travailleur·euse·s de l'éducation ont été affectés par la fermeture des écoles à la suite de la pandémie de Covid 19, selon les déclarations des réponses.

Enseignant·e·s sous contrat permanent (temps partiel et temps plein)

Une poignée d'organisations membres ont déclaré que les enseignant·e·s à temps plein sous contrat permanent avaient constaté des changements dans leurs conditions d'emploi ; toutefois de nombreuses réponses s'inquiètent de possibles difficultés financières car la situation peut évoluer. À titre

d'exemple, dans certains pays, on s'inquiète des changements qui pourraient être apportés aux conventions collectives dans l'éducation.

Les conditions de travail ou la situation professionnelle du personnel de l'éducation du primaire et du secondaire sont susceptibles d'être affectées par un décret ministériel modifiant certaines clauses des conventions collectives. (CSQ²⁴, Canada)

Les types d'impact mentionnés sur les conditions d'emploi des enseignant·e·s sous contrat permanent (y compris le personnel enseignant des écoles publiques et les fonctionnaires) étaient les suivants : baisse des salaires, mise en congé²⁵ et retards dans le paiement des salaires. Le tableau ci-dessous présente quelques exemples de pays spécifiques.

Tableau 5. Exemples de la manière dont les conditions d'emploi des enseignant·e·s sous contrat permanent ont été affectées

- Selon les législations (existantes), l'ensemble des travailleur·euse·s qui ne sont pas en mesure de travailler sur leur lieu de travail resteront chez eux·elles et percevront 80 % de leur salaire/rémunération normale (ESTUS,²⁶ Slovaquie)
- Les enseignant·e·s des écoles publiques gagnant plus d'un certain montant verront leur salaire réduit de 16 à 25 % pendant au moins trois mois, tout comme d'autres fonctionnaires (KTOEOS²⁷ et POED²⁸, (Nord de Chypre))
- On constate déjà un retard de paiement de quarante-cinq jours pour le salaire des enseignant·e·s, étant donné que l'économie du Kurdistan repose sur le pétrole et que le prix de celui-ci a dégringolé depuis le début de la crise du Covid 19 (KTU²⁹, Irak [Kurdistan irakien]).

Enseignant·e·s sous contrat temporaire (temps partiel et temps plein)

De nombreuses réponses montrent que les enseignant·e·s recruté·e·s dans le cadre d'un contrat temporaire ont été particulièrement touché·e·s par la fermeture des écoles. Du fait de la fermeture des écoles, les personnes payées à l'heure ont perdu leur travail et celles sous contrat temporaire n'ont pas vu leur contrat renouvelé. De même, alors que les écoles fermaient leurs portes, il était difficile pour ces personnes de trouver un nouvel emploi.

24 Centrale des syndicats du Québec

25 Being put on unpaid leave

26 Education, Science and Culture Trade Union of Slovenia

27 Kıbrıs Türk Orta Eğitim Öğretmenler Sendikası

28 Cyprus Turkish Teachers Trade Union

29 Kurdistan teachers Union

Personnels de soutien à l'éducation

La catégorie de travailleur·euse·s des PSE ont souvent des conditions d'emploi précaires, notamment des contrats de courte durée.³⁰ Cette situation préoccupe les organisations membres. L'AFT³¹ (États-Unis d'Amérique), par exemple, souligne que les PSE qui travaillent à l'heure sont les travailleur·euse·s de l'éducation les plus vulnérables.

De nombreuses organisations membres ont déclaré qu'en raison de la fermeture des écoles, les PSE ont été temporairement ou définitivement licenciés. Un large éventail de fonctions des PSE seraient touchées, comme : les enseignant·e·s auxiliaires, le personnel d'éducation inclusive, les travailleur·euse·s des cantines scolaires, les conducteur·trice·s de bus, le personnel d'entretien, les professeur·e·s de musique itinérant·e·s et les conseiller·ère·s externes.

Tableau 6. Exemples de la manière dont les conditions d'emploi des PSE ont été affectées

<ul style="list-style-type: none"> • Les personnels de soutien n'ont pas été payés par le conseil scolaire, qui n'a pas de budget. De ce fait, chaque école s'efforce d'aider à trouver de la nourriture pour ces travailleur·euse·s et ils sont éligibles à une aide publique de 300 \$ qui n'a pas encore été versée (ANDES, El Salvador).
<ul style="list-style-type: none"> • Les PSE (et certains groupes d'employé·e·s pédagogiques financés par les municipalités) font face à des réductions de salaire, étant donné que les municipalités perdent une partie de leurs recettes en raison de la baisse des impôts sur le revenu(OZPSaV³², Slovaquie)
<ul style="list-style-type: none"> • Le personnel des cantines scolaires est invité à continuer à se rendre à l'école. Plutôt que de préparer des repas, ils et elles nettoient les installations et suivent des formations. Ce personnel est payé à condition qu'il aille à l'école (KTU³³, Corée du Sud)

Travailleur·euse·s de l'éducation des établissements privés

Les travailleur·euse·s de l'éducation dans les établissements privés étaient le groupe le plus souvent cité par les réponses qui ont inclus des informations supplémentaires pour compléter leur réponse à la question 12 de l'enquête. **Les enseignant·e·s et les PSE du secteur privé ont tous deux été mentionnés comme ayant vu leurs conditions d'emploi**

30 Voir Butler, P. (2019). *Understanding the Invisible Workforce: Education Support Personnel's Roles, Needs and the Challenges they Face*. Internationale de l'Éducation.

31 American Federation of Teachers

32 Odborový zväz pracovníkov školstva a vedy na Slovensku

33 Korean Teachers and Education Workers Union

affectées ; les salarié·e·s du secteur privé de tous les niveaux (de l'EPE à l'enseignement supérieur) ont également été cité·e·s. Respondents report that private-sector employees have been dismissed; Les réponses ont déclaré que les salarié·e·s du secteur privé avaient été licencié·e·s, qu'il·elle·s avaient perdu leurs revenus parce qu'il·elle·s n'étaient pas en mesure de travailler ou que leur contrat n'avait pas été renouvelé.

Les réponses ont généralement fait remarquer que les travailleur·euse·s de l'éducation des établissements privés dépendaient des revenus provenant des frais de scolarité versés à ces établissements. Les réponses ont également décrit les conditions d'emploi généralement précaires des travailleur·euse·s de l'éducation dans les écoles privées *avant* la fermeture des écoles et suggèrent que cette situation les a rendus vulnérables à un licenciement.

Tableau 7. Exemples de la manière dont les conditions d'emploi des enseignant·e·s des écoles privées ont été affectées

• De nombreux·es enseignant·e·s travaillant dans des écoles privées n'ont pas vu leur contrat renouvelé et ont perdu leur emploi (FE.CC.OO, Espagne).
• Les enseignant·e·s et les PSE sont licenciés par les écoles privées à but commercial (NTA, Népal).
• Les travailleur·euse·s des écoles privées ont été licencié·e·s, mais l'État garantit des filets de protection sociale (FLC-CGIL ³⁴ , Italie)
• Les enseignant·e·s des écoles privées et des crèches ne perçoivent pas leur salaire parce que les parents ne versent pas leurs frais de scolarité mensuels(ACUT(G) ³⁵ , Sri Lanka)
• Certaines universités, essentiellement privées, enfreignent les contrats d'emploi (ESFTUG, Géorgie).
• Dans certaines universités privées, les professeur·e·s à temps partiels ne sont pas payé·e·s parce que leur charge de travail a été transférée à des enseignant·e·s à temps plein qui donnent cours par l'intermédiaire de plateformes d'apprentissage en ligne (POED, Chypre).

Enseignant·e·s remplaçant·e·s

Plusieurs organisations membres ont souligné que les enseignant·e·s remplaçant·e·s ne sont pas en mesure de travailler tant que les écoles sont fermées, étant donné que les établissements ont cessé de recruter des remplaçant·e·s pour les enseignant·e·s malades. Pour les remplaçant·e·s, cela signifie aucun revenu ou des revenus très faibles provenant des allocations calculées sur la base d'un contrat précaire ou à temps partiel.

34 Federazione Lavoratori della Conoscenza CGIL

35 All Ceylon Union of Teachers (Government)

Tableau 8. Exemples de la manière dont les conditions d'emploi des enseignant·e·s remplaçant·e·s ont été affectées

- Le personnel remplaçant et d'autres travailleur·euse·s ne sont plus employés en nombre égal étant donné que la plupart des écoles sont désormais fermées (NEU³⁶, Royaume-Uni).
- Les enseignant·e·s [remplaçant·e·s] ... connaissent des situations d'emploi différentes, ce qui rend difficile la tâche de maintenir la continuité de leurs revenus. Quoi qu'il en soit, le gouvernement a clairement indiqué qu'il ne veut pas que les éducateur·trice·s soient perdant·e·s, mais le modèle de financement utilisé rend extrêmement compliquée la détermination de ce que cela signifie au cas par cas (NZEI Te Riu Roa, Nouvelle-Zélande).
- Les enseignant·e·s remplaçant·e·s auront droit à des allocations de chômage du gouvernement, mais d'un niveau largement inférieur à leur salaire (AEU³⁷, Australie)

Personnel de l'enseignement supérieur et chercheur·euse·s

Selon les réponses, le personnel de l'enseignement supérieur qui a vu ses conditions d'emploi affectées comprend : les travailleur·euse·s de l'éducation des universités privées, les chargé·e·s de cours, les professeur·e·s intérimaires, les chercheur·euse·s ayant un contrat à durée déterminée, le personnel payé à l'heure et le personnel travaillant à temps partiel.

Tableau 9. Exemples de la manière dont les conditions d'emploi du personnel de l'enseignement supérieur et des chercheur·euse·s ont été affectées

- Le personnel enseignant ne recevra pas de salaire jusqu'à la fin de la pandémie (PROIFES³⁸, Brésil).
- Il existe une politique basée sur le principe « *pas de travail, pas de salaire* » pour les enseignant·e·s à temps partiel payé·e·s à l'heure (c'est une pratique courante, étant donné que les universités publiques ont très peu de personnel permanent). Le soutien financier apporté par le gouvernement, par l'intermédiaire de son ministère de l'Emploi et du Travail, ne soutient pas les salarié·e·s à la demande du secteur public (TOPPS, Philippines).
- Les chercheur·euse·s ayant un contrat à durée déterminée subissent une perte de revenus due à l'annulation de leurs cours en présentiel et de l'interruption de leurs projets de recherche, mais en l'absence de plans pour les bailleurs de fonds de la recherche, les universités prolongent la durée des contrats à durée déterminée (et des bourses de doctorant·e·s) pendant la crise (UCU³⁹, Royaume-Uni).

36 National Education Union

37 Australian Education Union

38 Sindicato Nacional e Democrático dos Professores

39 University and College Union



Travailleur·euse·s de l'éducation de la petite enfance

Quelques syndicats ont déclaré que les conditions d'emploi des enseignant·e·s et des PSE de la petite enfance (EPE) avaient été affectées, un seul syndicat reliant cela au fait que l'éducation de la petite enfance était privatisée (ACUT(G), Sri Lanka). Selon les réponses, les conditions d'emploi des travailleur·euse·s temporaires et permanent·e·s de l'EPE ont été touchées.

Tableau 10. Exemples de la manière dont les conditions d'emploi des personnels de l'éducation de la petite enfance ont été affectées

- La plupart des enseignant·e·s de l'EPE sont l'objet d'interprétations originales de l'aide publique, comme être forcé·e·s de prendre des congés annuels, tandis que l'employeur bénéficie de subsides gouvernementaux et les transforme en conditions contractuelles (NZEI Te Riu Roa, Nouvelle-Zélande).

Enseignant·e·s immigré·e·s

Un répondant (TOPPS, Thaïlande) a relevé que le droit des enseignant·e·s étranger·ère·s de rester en Thaïlande était menacé dans la mesure où les déplacements sont difficiles et que les personnes étrangères doivent souvent sortir du pays pour renouveler leur visa de travail.

III. Réponses des syndicats de l'éducation

Soixante-dix réponses (un peu plus de 75 %) ont répondu à la dernière question de l'enquête, qui invitait les syndicats à fournir davantage d'informations sur leur réponse à la crise sanitaire et à indiquer comment l'Internationale de l'Éducation peut aider ses organisations membres.

Les réponses ont décrit les mesures prises par leur syndicat depuis que la pandémie de Covid-19 a débuté et qu'il est devenu clair qu'elle aurait un impact massif sur le secteur de l'éducation dans les pays respectifs. Ces mesures vont de la sensibilisation aux mesures gouvernementales

parmi leurs membres, les élèves et les communautés (SET⁴⁰, Tchad) à la participation à des efforts de nettoyage et d'assainissement (ISTT⁴¹, Egypte), en passant par la demande faite aux membres de faire un don au fond d'aide à la lutte contre le Covid-19 du gouvernement (NTA⁴², Népal), la suspension d'un préavis de grève (UDEN⁴³, Sénégal), la fabrication de masques buccaux pour le personnel de santé (UNE-SN⁴⁴, Paraguay) et l'établissement d'une liste de volontaires pour soutenir les efforts du gouvernement (OLTEK⁴⁵, Chypre).

Dans toutes les régions, à mesure que l'éducation se déplaçait vers des plateformes numériques, la réponse syndicale la plus répandue a été de fournir une formation et un soutien aux membres et aux élèves et de partager les informations.

Les tableaux ci-dessous donnent un aperçu des différents types de soutien que les syndicats ont apporté à leurs membres et au-delà, ainsi que les types d'informations et de formations qu'ils ont mis à disposition.

Tableau 11. Soutien syndical

• Campagne syndicale accompagnée d'informations pour prendre soin de soi destinée au secteur de l'éducation et visant les citoyens plus âgés (ANDE, Costa Rica).
• Visites de maison en maison par des militant-e-s accompagné-e-s de personnel de santé pour une journée d'éducation à la prévention et pour former les élèves aux mesures de prévention (CGTEN-ANDEN ⁴⁶ , Nicaragua)
• Aide financière aux membres (COLPROSUMAH ⁴⁷ , Honduras)
• Numéro vert syndical pour les élèves qui préparent des examens, ce qui est particulièrement utile pour les élèves qui n'ont pas d'accès à l'internet chez eux (NTA, Népal).
• Groupes de soutien virtuels pour les membres testés positifs au Covid-19, en utilisant les infrastructures créées lors du pic de la pandémie de VIH/sida (SADTU, Afrique du Sud).
• Apprentissage par les pairs entre enseignant-e-s en vue d'échanger des méthodes d'enseignement en ligne et à distance (UEN, Norvège).

40 Syndicat des Enseignants du Tchad

41 Independent Teachers Syndicate of Egypt

42 Nepal National Teachers' Association

43 Union Démocratique des Enseignants

44 Unión Nacional de Educadores Sindicato Nacional

45 Association of Teachers of Technical Education Cyprus

46 Confederación General de Trabajadores de la Educación de Nicaragua

47 Colegio Profesional Union Magisterial de Honduras

Tableau 12. Formations et échanges d'information par les syndicats

<ul style="list-style-type: none">• Compléter l'offre d'éducation du gouvernement (à la télévision et en radio) en fournissant du contenu aux élèves par courrier électronique, sur WhatsApp et par des conférences téléphoniques en ligne ; fournir de la nourriture aux élèves (CEA⁴⁸ et CTERA, Argentine).
<ul style="list-style-type: none">• Échanger des informations sur toute modification du droit du travail et sur les effets des mesures gouvernementales sur le travail des membres dans la pratique ; conseiller les membres qui ont été licenciés (FUURT⁴⁹, Finlande)
<ul style="list-style-type: none">• Publier des informations sur les décisions gouvernementales concernant le Covid-19 qui ont un effet sur le travail des membres, en les accompagnant de liens vers toutes les recommandations du gouvernement sur une page web syndicale et un bulletin d'information quotidien auquel les membres et tous les enseignants peuvent s'abonner. Une plateforme spéciale d'informations sur le Covid-19 a été créée sur la plateforme en ligne de la direction syndicale et le syndicat a organisé des chats (Läraryrbundet, Suède).
<ul style="list-style-type: none">• Collaborer avec des organisations et des agences non gouvernementales qui proposent une formation en ligne au personnel enseignant, aux élèves, aux syndicats et à d'autres acteurs importants (comme les ministères, les associations de parents) (NAPTOSA, Afrique du Sud).
<ul style="list-style-type: none">• Proposer un perfectionnement professionnel aux membres sur la participation des élèves pendant la crise (NEA, États-Unis d'Amérique).
<ul style="list-style-type: none">• Organiser une formation destinée aux membres sur l'enseignement à distance, formuler des recommandations axées sur la santé concernant le télétravail, recenser et centraliser les ressources produites par différentes universités pour les mettre à la disposition des membres (CONADU⁵⁰, Argentine)

Dialogue social

Les organisations membres de l'IE ont également pris position pour protéger les emplois et les droits au travail de leurs membres en recourant au dialogue social. Dans les pays où le dialogue social est bien ancré (comme en Allemagne), les syndicats de l'éducation ont collaboré dès que les conséquences pour le secteur de l'éducation de la réponse gouvernementale à la crise sanitaire sont devenues évidentes. Ensemble, les syndicats allemands de l'éducation ont plaidé avec succès pour le soutien nécessaire pour atteindre leurs membres (GEW⁵¹, Allemagne). En Argentine, la CONADU, une organisation membre de l'IE qui représente les personnels de l'enseignement supérieur, a indiqué qu'une nouvelle politique sur l'apprentissage à distance

48 Confederación de Educadores Argentino

49 Finnish Union of University Researchers and Teachers

50 Federación Nacional de Docentes Universitarios

51 Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft

est en voie d'élaboration, étant donné que ce mode d'apprentissage n'est pas couvert par la convention collective existante. Parallèlement, comme l'a indiqué une autre organisation membre de l'IE en Argentine (CTERA), une plateforme en ligne (*Seguimos Educando*) est née des efforts conjoints du gouvernement argentin et des syndicats de l'éducation.

Dans d'autres pays, **des organisations membres de l'IE ont signalé qu'elles étaient engagées dans un dialogue social et un lobbying afin de minimiser l'impact des fermetures d'établissements scolaires sur les personnels.** En Géorgie, par exemple, l'ESFTUG a indiqué qu'il s'efforce de lutter contre les violations de contrats dans les universités privées. En Espagne, la FeSP-UGT⁵² a déclaré que la pression syndicale avait conduit le gouvernement à mettre en place un plan de licenciements permettant aux personnels de soutien de retrouver leur emploi à la réouverture des écoles. En France, le SNES-FSU,⁵³ a réclamé que tout le personnel en contrat temporaire (à temps partiel ou à temps plein) perçoive son salaire normal. Au Canada, la CSQ a engagé des discussions avec le gouvernement au sujet de son inquiétude concernant les conditions d'emploi des personnels de soutien. Au Mexique, le SNTE⁵⁴ a signalé que tou-te-s les éducateur-trice-s avaient reçu la garantie de toucher l'intégralité de leur salaire grâce à l'intervention des syndicats, tandis qu'en Australie, l'AEU a relayé l'information selon laquelle le syndicat avait réussi à négocier des allocations de chômage supérieures pour les enseignant-e-s remplaçant-e-s.

En Jamaïque, la JTA a fait pression sur le gouvernement pour qu'il apporte un soutien financier aux enseignant-e-s qui ont eu recours à leurs fonds propres pour disposer d'un accès à l'internet afin de pouvoir donner cours en ligne ; la connectivité à l'internet pose aussi problème.

En Espagne, le STEs-I⁵⁵ a eu recours au dialogue social pour faire pression au nom des élèves. Un grand nombre d'entre eux n'est pas en mesure d'accéder à l'apprentissage en ligne en raison de la fracture numérique entre les élèves, à savoir ceux qui sont issus de ménages à faible revenu qui n'ont pas accès à des ordinateurs et à l'internet et ceux qui proviennent de zones rurales où la fiabilité et la stabilité de la connexion à l'internet n'est pas garantie.

À mesure que les gouvernements ont pris des mesures pour assurer la continuité des cours en dépit des mesures radicales adoptées pour gérer l'urgence sanitaire posée par le Covid-19, les organisations membres de l'IE ont été promptes à réagir dans l'intérêt de leurs membres et des travailleur-euse-s de l'éducation en général, ainsi que pour le bien commun. Le présent rapport ne fournit qu'un instantané du large éventail d'approches et de stratégies mises en place par les syndicats de l'éducation dans le monde pour faire face à une menace commune pour la santé humaine et le bien-être de chacun.

52 Federación de Servicios Públicos de UGT - Enseñanza

53 Syndicat National de l'Enseignement Supérieur

54 Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación

55 Confederación de Sindicatos de Trabajadoras y Trabajadores de la Enseñanza - Intersindical

IV. Comment l'IE peut-elle soutenir ses organisations membres ?

En tant que fédération syndicale mondiale des syndicats de l'éducation, l'IE joue un rôle unique en mobilisant la puissance collective des enseignant·e·s et des personnels de soutien à travers le monde. Cela inclut de faciliter le dialogue, la communication et l'échange d'informations entre ses organisations membres. Comme l'a dit un répondant :

Il est extraordinaire qu'il y ait une communication et un soutien mutuel. Nous avons tous besoin de savoir que nous ne sommes pas seuls (ALMA MATER⁵⁶, Roumanie)

Au-delà de cela, les syndicats répondants ont insisté sur **trois formes essentielles de soutien qu'ils souhaiteraient recevoir de l'IE**, alors que le confinement et les fermetures d'établissements se poursuivent dans certains pays, tandis que d'autres se préparent à mettre en place des plans de sortie de confinement et à rouvrir les écoles.

Les organisations membres souhaiteraient que l'IE : 1) facilite la communication avec eux et entre eux ; 2) partage des informations, fasse des mises à jour et, le cas échéant, effectue des recherches alors que la crise sanitaire causée par le Covid-19 se poursuit et que les réponses des gouvernements changent et évoluent ; 3) joue un rôle de plaidoyer de premier plan pour la profession enseignante.

Le tableau ci-dessous reprend quelques exemples de soutien que les organisations membres souhaiteraient recevoir de l'IE.

Tableau 13. Type of Support EI Can Offer

Type de soutien que l'IE peut offrir	Exemples
Faciliter la communication avec et entre les organisations membres	Fournir des ressources d'apprentissage et d'enseignement en ligne
	Faciliter le dialogue entre les organisations membres qui ont été le plus durement touchées
	Faciliter l'apprentissage par les pairs entre les organisations membres sur des plateformes d'apprentissage et d'enseignement en ligne

Type de soutien que l'IE peut offrir	Exemples
Partager des informations/ fournir des mises à jour/effectuer des recherches sur :	Comment les aides pédagogiques peuvent soutenir l'enseignement à distance/à la maison
	Toute évolution dans la privatisation/marchandisation de l'éducation alors que l'éducation se déroule en ligne
	Les pratiques et expériences syndicales durant cette crise sanitaire
	L'impact de la crise sanitaire sur l'éducation et les stratégies de réponse des syndicats
	Comment différents pays protègent les droits des enseignant-e-s vulnérables (par exemple, sous contrat temporaire)
	Les questions liées à la charge de travail lorsque les établissements rouvriront (ou sont restés ouverts), certains élèves revenant à un apprentissage en présentiel, tandis que d'autres resteront à la maison et devront continuer l'apprentissage à distance ou en ligne
	Le dialogue social dans les différentes régions et la solidarité syndicale/sociale
Plaidoyer au nom des organisations membres	Les statistiques sur le nombre d'enseignant-e-s travaillant en ligne ou dispensant un enseignement à distance d'une façon ou d'une autre
	Mener des actions de plaidoyer pour que le personnel enseignant reçoive une formation à l'utilisation des plateformes mises à disposition pour l'apprentissage en ligne/à distance
	Souligner l'absence de dialogue social et l'absence de participation des syndicats au processus décisionnel dans les pays où cela constitue un problème
	Plaider pour la protection des emplois des personnels enseignant et de soutien ayant un contrat précaire
	Réclamer que les écoles soient convenablement nettoyées avant que l'enseignement et l'apprentissage présentiels reprennent et que des mesures de protection et de sécurité soient prises pour les enseignant-e-s et les personnels de soutien
	Plaider pour qu'une attention soit accordée aux pays pauvres, aux zones de conflit et à la situation des personnes déplacées
Fournir aux organisations membres des outils et du matériel de plaidoyer	



La solidarité syndicale, la protection et la promotion du droit universel à une éducation de qualité et des droits humains et syndicaux, ainsi que l'égalité sont les valeurs fondamentales sur lesquelles repose l'Internationale de l'Éducation. Les types de soutien que les organisations membres attendent de l'IE durant cette pandémie de Covid 19 restent ceux que l'IE s'efforce d'apporter à ses membres en « temps normal ». En cette période où tout évolue très vite et où l'incertitude est grande, ce soutien se poursuivra et sera renforcé et approfondi à mesure que le mouvement syndical mondial de l'éducation affinera ses positions pour appuyer les droits des travailleur·euse·s de l'éducation et des élèves.

Conclusion

L'impact de la fermeture des écoles et des établissements d'enseignement doit encore être pleinement évalué. Cependant, la présente enquête suggère qu'un grand nombre d'organisations membres de l'Internationale de l'Éducation ont réagi vite et ont soutenu les efforts visant à offrir une éducation de qualité équitable pour chacun dans le cadre de la pandémie.

Bien que les réponses gouvernementales visant à la poursuite des cours après la fermeture des écoles aient varié selon les pays, le plus souvent la transition vers un enseignement en ligne a été rapportée, un nombre moindre de syndicats indiquant qu'une offre d'éducation hors ligne (par la télévision et la radio, par exemple) avait été introduite. Cependant, les réponses à l'enquête ont soulevé des interrogations sur la question de savoir si l'apprentissage en ligne correspond aux besoins des enfants et des jeunes, si les enseignant·e·s disposaient d'une formation professionnelle suffisante pour utiliser les nouveaux matériels numériques et si les élèves disposaient d'un accès équitable à l'apprentissage à distance.

Certain·e·s travailleur·euse·s de l'éducation ont été licencié·e·s, ont été mis en congé sans solde, n'ont pas vu leur contrat renouvelé ou n'ont plus de travail payé à l'heure. Le coup semble avoir été le plus dur pour les travailleur·euse·s ayant un contrat temporaire et/ou à mi-temps. En outre, les personnels de soutien à l'éducation, les personnes travaillant dans des établissements d'enseignement privés, le personnel de l'enseignement supérieur et les chercheur·euse·s, les enseignant·e·s remplaçant·e·s et les travailleur·euse·s

de l'éducation de la petite enfance ont été touchés par une perte de revenu ou un licenciement. Plusieurs Certaines organisations membres ont souligné qu'elles s'efforçaient de protéger les emplois ou les revenus de leurs membres pendant les fermetures des écoles.

Les syndicats de l'éducation ont répondu de différentes manières aux conséquences de la crise du Covid 19. Les mesures les plus courantes prises par les organisations membres ont consisté à offrir une formation et un soutien à leurs membres et à transmettre des informations. Les réponses des organisations membres font montre de solidarité, de leadership professionnel et mettent en évidence l'importance du rôle essentiel joué par les syndicats dans la société.

Résumé des principaux résultats

1. Les modalités d'apprentissage à distance mises en œuvre en réponse à la fermeture des établissements ne sont pas suffisamment équitables.
2. Les travailleur·euse·s de l'éducation ne sont pas bien soutenu·e·s pour dispenser des cours en ligne et utiliser d'autres nouveaux modes d'enseignement durant cette crise sanitaire.
3. Des travailleur·euse·s de l'éducation de tout type (temps plein, temps partiel, contrat permanent et temporaire) ont vu leurs conditions d'emploi affectées négativement par la fermeture des établissements. Cependant, ce sont les personnes dont les conditions d'emploi sont précaires qui ont été le plus durement touchées. Il s'agit notamment des personnels de soutien, des travailleur·euse·s employé·e·s dans des établissements d'enseignement privé, les travailleur·euse·s de l'enseignement supérieur, les enseignant·e·s remplaçant·e·s, les travailleur·euse·s de l'EPE et les enseignant·e·s immigré·e·s.
4. Les syndicats de l'éducation se sont engagés dans un dialogue social avec leur gouvernement pour protéger les emplois et les revenus de leurs membres et des travailleur·euse·s de l'éducation.
5. Les syndicats de l'éducation ont pris des mesures variées pour soutenir leurs membres, notamment par un soutien direct, en fournissant une formation et en partageant des informations.

Les recommandations ci-après peuvent être formulées sur la base des résultats de l'enquête.

Principales recommandations à l'adresse des gouvernements (maintenant et à court terme)

1. **Donner la priorité à l'équité.** Les gouvernements devraient adopter des mesures d'urgence pour rendre l'enseignement à distance plus équitable et répondre aux besoins des élèves les plus vulnérables.
2. **Soutenir les enseignant·e·s qui donnent des cours à distance.** Les enseignant·e·s ont besoin de davantage d'aide pour s'adapter aux différents modes d'enseignement et d'apprentissage à distance.
3. **Protéger les emplois et les revenus des travailleur·euse·s de l'éducation.** Tou·te·s les travailleur·euse·s de l'éducation doivent conserver leur emploi et percevoir leur salaire plein. Lorsque les travailleur·euse·s de l'éducation ont été licencié·e·s de manière temporaire (ou définitive), il·elle·s doivent être suffisamment soutenu·e·s financièrement.

Principales recommandations à l'adresse des gouvernements (moyen à long terme)

1. **Mieux préparer les systèmes d'éducation à l'apprentissage à distance.** Mettre en place des mesures permettant d'améliorer la capacité des systèmes éducatifs à offrir un apprentissage à distance équitable à l'avenir.
2. **Soutenir la reprise du travail des travailleur·euse·s de l'éducation.** Les gouvernements devraient veiller à ce que les autorités locales disposent de fonds suffisants pour réengager les travailleur·euse·s licencié·e·s parce qu'il·elle·s étaient sous contrat précaire. Les personnels de soutien et enseignant·e·s remplaçant·e·s seront essentiels pour assurer le bon fonctionnement en toute sécurité des établissements d'enseignement lorsqu'ils rouvriront leurs portes.
3. **Améliorer les conditions d'emploi des travailleur·euse·s de l'éducation.** Les travailleur·euse·s de l'éducation devraient bénéficier de conditions d'emploi décentes. Les conditions d'emploi précaires sont contraires aux normes

internationales du travail et portent atteinte au bien-être des personnels et à une éducation de qualité.

Principales recommandations à l'adresse de l'Internationale de l'Éducation (pour soutenir les organisations membres durant la pandémie)

- 1. Faciliter la communication** avec et entre les organisations membres.
- 2. Partager des informations**, faire des mises à jour et, le cas échéant, effectuer des recherches, alors que la crise sanitaire causée par le Covid-19 se poursuit et que les réponses des gouvernements changent et évoluent.
- 3. Jouer un rôle de plaidoyer** de premier plan pour la profession enseignante.

L'Internationale de l'Éducation salue l'esprit de collaboration et de coopération avec lequel les organisations ont abordé cette enquête. Dans le monde entier, les syndicats de l'éducation apportent le leadership éducatif, le soutien professionnel et les conseils politiques nécessaires pour que les élèves et les enseignant·e·s traversent cette crise le mieux possible.



Annexe I: Questionnaire de l'enquête

N° de Q.	Question	Choix multiple (si vide : réponse libre)
1	Prénom	
2	Nom	
3	Fonction	
4	Nom de l'organisation	
5	Pays/Territoire	
6	Adresse électronique du·de la représentant·e de votre organisation en charge du Covid 19	
7	Région	<ul style="list-style-type: none">• Afrique• Structure interrégionale panarabe• Asie-Pacifique• Europe• Amérique latine• Amérique du Nord et Caraïbes

N° de Q.	Question	Choix multiple (si vide : réponse libre)
8	Veuillez indiquer le type de personnel de l'éducation que votre organisation représente principalement (plus d'une réponse possible) :	<ul style="list-style-type: none"> • Éducation de la petite enfance (EPE) • Écoles primaires • Écoles secondaires • Enseignement supérieur • Personnels de soutien de l'éducation (PSE) • Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP) • Autres (Veuillez préciser)
9	Quelle a été la réponse de votre gouvernement au Covid 19 ? (Veuillez choisir la réponse qui convient le mieux à votre pays)	<ul style="list-style-type: none"> • All schools and other education institutions have been closed • Most schools and other education institutions have been closed • A few schools and other education institutions have been closed • No action has been taken by government • Other (please specify)
10	Si les écoles et d'autres établissements d'enseignement ont été fermés, quelles mesures concrètes votre gouvernement a prises pour atténuer l'impact de la crise du Covid-19 sur l'éducation des élèves ? (plus d'une réponse possible)	<ul style="list-style-type: none"> • Les élèves suivent des cours en ligne • Un soutien technologique est apporté aux enseignant-e-s • Les enseignant-e-s fournissent le contenu des cours et sont en contact régulier avec les parents • Les enseignant-e-s sont soutenu-e-s par un accès à des ressources appropriées à la fois pédagogiques et fondées sur le programme • Aucune mesure n'a été prise • Autres (Veuillez mentionner toute autre mesure qui affecte une majorité de travailleur-euse-s de l'éducation)]
11	Veuillez fournir les liens vers les ressources de soutien aux élèves qui aideront d'autres éducateur-trice-s.	



N° de Q.	Question	Choix multiple (si vide : réponse libre)
12	La rémunération et/ou l'emploi de l'un des groupes suivants ont-ils été affectés par les mesures prises dans le cadre de la crise du Covid-19 ?	<ul style="list-style-type: none">• Personnels de soutien de l'éducation• Enseignant·e·s à temps partiel sous contrat temporaire• Enseignant·e·s à temps plein sous contrat temporaire• Enseignant·e·s à temps partiel sous contrat permanent• Enseignant·e·s à temps plein sous contrat permanent• Autres (Veuillez citer tout autre groupe affecté de façon significative)
13	Si vous avez répondu par l'affirmative à la question 12, veuillez décrire la manière dont les différents groupes ont été affectés.	
14	Veuillez mentionner les liens de toutes les ressources de qualité que votre organisation a développées et/ou utilisées. Ces données seront conservées par l'unité de recherche de l'IE et ne seront pas partagées sans votre autorisation. Nous avons l'intention, si vous êtes d'accord, de les partager avec d'autres organisations membres de l'IE. Si vous ne souhaitez pas que nous partagions la ressource dans notre pôle d'informations consacré au Covid-19, veuillez nous en informer dans la case « Autres » ci-dessous.	<ul style="list-style-type: none">• Programme scolaire• Pratiques inclusives• Bien-être des enseignant·e·s• Évaluation• Pédagogie en ligne• Autres (refus de partager)
15	Veuillez citer les outils en ligne (par exemple, plateformes en ligne d'aide aux élèves) que vous avez utilisés dans votre pays pendant la fermeture des écoles.	
16	Y a-t-il un autre élément que vous souhaitez porter à notre connaissance à propos de vos activités et mesures de soutien dans le cadre de la crise du Covid-19 ?	

Annexe II: Survey Respondents

Acronyme de l'organisation membre	Nom de l'organisation membre	Pays	Région
SINPROF	SINPROF - Sindicato Nacional de Professores	Angola	Afrique
SNEP B	Syndicat National de l'Enseignement Primaire Public du BENIIN	Bénin	Afrique
FECAP	Federação Caboverdiana dos Professores	Cap Vert	Afrique
SET	Syndicat des Enseignants du Tchad	Tchad	Afrique
SNEPPCI	Syndicat National de l'Enseignement Primaire Public de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Afrique
SYNESCI	Syndicat national des enseignants du second degré de Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	Afrique
SEP	Syndicat des Enseignants et Personels de l'education	Djibouti	Afrique
ISTT	Independent Teachers Syndicate of Egypt	Égypte	Afrique
SENA	Syndicat de l'Education Nationale	Gabon	Afrique
GNAT	Ghana National Association of Teachers	Ghana	Afrique
TEWU	Teachers and Educational Workers' Union	Ghana	Afrique
SNE-CDT	Syndicat National de l'Enseignement - Confédération Démocratique du Travail-	Maroc	Afrique
UDEN	Union Démocratique des Enseignants	Sénégal	Afrique
NAPTOSA	National Professional Teachers' Organisation of South Africa	Afrique du Sud	Afrique
SADTU	South African Democratic Teachers' Union	Afrique du Sud	Afrique
TTU	Tanzania Teachers Union	Tanzanie	Afrique
SGIEP	Syndicat Général des Inspecteurs de l'Enseignement Primaire	Tunisie	Afrique



Acronyme de l'organisation membre	Nom de l'organisation membre	Pays	Région
ZATU	Zanzibar Teachers Union	Zanzibar	Afrique
BTA	Bahrain Teachers Society	Bahraïn	Structure interrégionale des pays arabes (SIPA)
AEU	Australian Education Union	Australie	Asie-Pacifique
FTU	Fiji Teachers Union	Fidji	Asie-Pacifique
FTA	Fijian Teachers Association	Fidji	Asie-Pacifique
AIFEA	All India Federation of Teachers Organisations	Inde	Asie-Pacifique
AIPTF	All India Primary Teachers' Federation	Inde	Asie-Pacifique
KTU	Kurdistan Teachers Union	Irak (Kurdistan irakien)	Asie-Pacifique
JTU	Japan Teachers' Union	Japon	Asie-Pacifique
MOVE	Malaysian Academics Movement	Malaisie	Asie-Pacifique
NUTP	National Union of the Teaching Profession	Malaisie	Asie-Pacifique
FMESU	Federation of Mongolian Education and Science Unions	Mongolie	Asie-Pacifique
ISTU	Institutional Schools Teachers Union	Népal	Asie-Pacifique
NTA	Nepal National Teachers' Association	Népal	Asie-Pacifique
NZEI Te Riu Roa	NZEI Te Riu Roa	Nouvelle-Zélande	Asie-Pacifique
PPTA	New Zealand Post Primary Teachers' Association	Nouvelle-Zélande	Asie-Pacifique
TOPPS	Teachers Organization of the Philippine Public Sector	Philippines	Asie-Pacifique
KTU	Korean Teachers and Education Workers Union	Corée du Sud	Asie-Pacifique
ACUT(G)	All Ceylon Union of Teachers (Government)	Sri Lanka	Asie-Pacifique
USLTS	Union of Sri Lanka Teachers Solidarity	Sri Lanka	Asie-Pacifique
NTA	National Teachers' Association	Taiwan	Asie-Pacifique

<i>Acronyme de l'organisation membre</i>	<i>Nom de l'organisation membre</i>	<i>Pays</i>	<i>Région</i>
NTTU	National Thai Teachers Union	Thaïlande	Asie-Pacifique
CSC Enseignement	Confédération des Syndicats Chrétiens de l'Enseignement	Belgique (Fédération Wallonie-Bruxelles)	Europe
COV	Christelijk Onderwijzersverbond	Belgique (Flandre)	Europe
OLTEK	Association of Teachers of Technical Education Cyprus	Chypre	Europe
POED	Cyprus Turkish Teachers Trade Union	Chypre (Nord)	Europe
KTOEOS	Kıbrıs Türk Orta Eğitim Öğretmenler Sendikası	Chypre (Nord)	Europe
ČMOS PŠ	Czech and Moravian Trade Union of Workers in Education (ČMOS PŠ)	République tchèque	Europe
BUPL	The Danish Union of Early Childhood and Youth Educators	Danemark	Europe
EEMU	Eesti Haridustöötajate Liit	Estonie	Europe
FUURT	Finnish Union of University Researchers and Teachers (FUURT)	Finlande	Europe
OAJ	Trade Union of Education In Finland	Finlande	Europe
FEP-CFDT	Fédération Formation et Enseignement Privés	France	Europe
SNES-FSU	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur	France	Europe
SNUipp-FSU	Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC	France	Europe
ESFTUG	Educators and Scinetists Free Trade Union of Georgia	Géorgie	Europe
GEW	Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft	Allemagne	Europe
OLME	Organisation of Secondary School Teachers of Cyprus	Grèce	Europe
ITU	Israel Teachers Union	Israël	Europe



<i>Acronyme de l'organisation membre</i>	<i>Nom de l'organisation membre</i>	<i>Pays</i>	<i>Région</i>
UIL-S	UIL-Scuola	Italie	Europe
FLC CGIL	Federazione Lavoratori della Conoscenza CGIL	Italie	Europe
UESCK-SBASHK	Union of Education, Science and Culture of Kosova	Kosovo	Europe
LESTU	Lietuvos Švietimo ir Mokslo Profesinè Sajunga	Lituanie	Europe
SEW-OGBL	Syndicat Education et Sciences / Onofhangege Gewerkschaftsbond Letzebuerg	Luxembourg	Europe
Aob	Algemene Onderwijsbond	Pays-Bas	Europe
UEN	Union of Education Norway	Norvège	Europe
SINDEP	Sindicato Nacional e Democrático dos Professores	Portugal	Europe
ALMA-MATER	Federația Națională Sindicală ALMA MATER	Roumanie	Europe
OZPŠaV	Odborový zväz pracovníkov školstva a vedy na Slovensku	Slovaquie	Europe
ESTUS	Education, Science and Culture Trade Union of Slovenia	Slovénie	Europe
FECCOO	Federación de Enseñanza CC.OO.	Espagne	Europe
FeSP-UGT	Federación de Servicios Públicos de UGT - Enseñanza	Espagne	Europe
STEs-I	Confederación de Sindicatos de Trabajadoras y Trabajadores de la Enseñanza - Intersindical	Espagne	Europe
Läraryförbundet	Läraryförbundet / Swedish Teachers' Union	Suède	Europe
SULF	Swedish Association of University Teachers and Researchers	Suède	Europe
SER	Syndicat des enseignants romands	Suisse	Europe
NEU	National Education Union	Royaume-Uni	Europe
UCU	University and College Union	Royaume-Uni	Europe
CONADU	Federación Nacional de Docentes Universitarios	Argentine	Amérique latine

<i>Acronyme de l'organisation membre</i>	<i>Nom de l'organisation membre</i>	<i>Pays</i>	<i>Région</i>
CEA	<i>Confederación de Educadores Argentino</i>	<i>Argentine</i>	<i>Amérique latine</i>
CTERA	<i>Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina</i>	<i>Argentine</i>	<i>Amérique latine</i>
CNTE	<i>Confederación Nacional de Trabajadores en Educación - CNTE/Brasil</i>	<i>Brésil</i>	<i>Amérique latine</i>
PROIFES	<i>PROIFES Federação</i>	<i>Brésil</i>	<i>Amérique latine</i>
CPC	<i>Colegio de Profesores de Chile</i>	<i>Chili</i>	<i>Amérique latine</i>
FECODE	<i>Federacion Colombiana de trabajadores de la educacion</i>	<i>Colombie</i>	<i>Amérique latine</i>
ANDE	<i>Asociación Nacional de Educadores</i>	<i>Costa Rica</i>	<i>Amérique latine</i>
ANDES	<i>Asociación Nacional de Educadores Salvadoreños</i>	<i>El Salvador</i>	<i>Amérique latine</i>
COLPROSUMAH	<i>Colegio Profesional Union Magisterial de Honduras</i>	<i>Honduras</i>	<i>Amérique latine</i>
CGTEN-ANDEN	<i>Confederación General de Trabajadores de la Educación de Nicaragua</i>	<i>Nicaragua</i>	<i>Amérique latine</i>
OTEP-SN	<i>Organización de Trabajadores de la Educación del Paraguay</i>	<i>Paraguay</i>	<i>Amérique latine</i>
UNE-SN	<i>Unión Nacional de Educadores Sindicato Nacional</i>	<i>Paraguay</i>	<i>Amérique latine</i>
CSQ	<i>Centrale des syndicats du Québec</i>	<i>Canada (Québec)</i>	<i>Amérique du Nord et Caraïbes</i>
JTA	<i>Jamaica Teachers' Association</i>	<i>Jamaïque</i>	<i>Amérique du Nord et Caraïbes</i>
SNTE	<i>Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación</i>	<i>Mexique</i>	<i>Amérique du Nord et Caraïbes</i>
AFT	<i>American Federation of Teachers</i>	<i>États-Unis d'Amérique</i>	<i>Amérique du Nord et Caraïbes</i>
NEA	<i>National Education Association</i>	<i>États-Unis d'Amérique</i>	<i>Amérique du Nord et Caraïbes</i>



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale



[This work is licensed under a Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License.](#)
(CC BY-NC-SA 4.0)

You are free to:

Share — copy and redistribute the material in any medium or format

Adapt — remix, transform, and build upon the material

Under the following terms:

Attribution — You must give appropriate credit, provide a link to the license, and indicate if changes were made. You may do so in any reasonable manner, but not in any way that suggests the licensor endorses you or your use.

NonCommercial — You may not use the material for commercial purposes.

ShareAlike — If you remix, transform, or build upon the material, you must distribute your contributions under the same license as the original.

The views, recommendations and conclusions in this study are those of the author/s, unless explicitly stated otherwise, and are not necessarily endorsed by Education International. All reasonable precautions have been taken to verify the information contained in this publication. However, the published material is being distributed without warranty of any kind, either expressed or implied. Neither Education International nor any person acting on its behalf may be held responsible for the use which may be made of the information contained therein.

Covid-19 et éducation : La réponse des syndicats de l'éducation

Rapport d'enquête

Coronavirus Disease 2020

Covid-19

Avril 2020



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Siège

5 bd du Roi Albert II
1210 Bruxelles, Belgique
Tél +32-2 224 0611
headoffice@ei-ie.org

www.ei-ie.org
[#unite4ed](https://twitter.com/unite4ed)

L'Internationale de l'Éducation représente les organisations d'enseignants et d'employés de l'éducation à travers le monde. Il s'agit de la plus grande fédération syndicale mondiale, représentant trente-deux millions d'employés de l'éducation par le biais de quatre cents organisations réparties dans cent soixante-dix pays et territoires à travers le monde. L'Internationale de l'Éducation regroupe tous les enseignants et employés de l'éducation.

Publié par l'Internationale de l'Éducation - avril 2020



Cet outil est soumis à la licence Creative Commons
Patrimoine-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage des
Conditions Initiales à l'Identique 4.0.
(CC BY-NC-SA 4.0)